

Russie/Présidentielle ce dimanche

Poutine en marche vers un quatrième mandat

AFP
Moscou/Russie

Du coup, la participation devrait être le seul véritable baromètre d'un scrutin se déroulant sur fond de tensions avec les Occidentaux.

LA Russie vote ce dimanche pour, sauf énorme surprise, réélire Vladimir Poutine président après une campagne sans suspense visant surtout à assurer une participation satisfaisante, qui s'achève dans un climat de tensions extrêmes avec les Occidentaux.

Les sanctions britanniques en réaction à l'empoisonnement de l'ex-agent double Sergueï Skripal en Angleterre ont renforcé l'impression de nouvelle Guerre froide qui s'est installée depuis le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012, sur fond de conflit syrien, de crise ukrainienne et d'accusation d'ingérence dans la présidentielle américaine.

Pendant qu'à Londres Theresa May jugeait "tragique" la "voie" prise par le président russe, ce dernier finissait sa campagne à minima mercredi par une visite en Crimée, la péninsule ukrainienne qui connaîtra dimanche sa première présidentielle russe quatre ans jour pour jour après son annexion par Moscou.

"Par votre décision, vous avez rétabli la justice historique, qui avait été rompue à l'époque soviétique", a déclaré mercredi M. Poutine devant ses partisans réunis à Sébastopol pour un concert de soutien. "Vous



Photo : AFP

Malgré la présence de sept autres candidats, Vladimir Poutine (en haut, à gauche) devrait être triomphalement réélu pour un quatrième mandat à la tête de la Russie, à l'issue de la présidentielle de ce dimanche.

avez montré au monde entier ce que c'est une vraie et non pas une fausse démocratie."

A 65 ans, dont 18 ans à la tête de la Russie, le président affiche la plus forte longévité au pouvoir pour un dirigeant russe ou soviétique depuis Joseph Staline. Il se prépare à un quatrième mandat confortable sur le plan domestique.

De la péninsule du Kamtchatka à l'est jusqu'à l'enclave de Kaliningrad à l'ouest, les 107 millions d'électeurs de l'immense pays aux onze fuseaux horaires commenceront à voter à 08H00 locales soit, pour les premiers bureaux de vote de l'est du pays, ce samedi soir à 20H00 GMT (21H00, heure du Gabon). Les derniers bureaux fermeront dimanche à 18H00 GMT (19H00 au Gabon).

Dans les régions très isolées, les premiers votes ont déjà eu lieu puisque des urnes ont été apportées aux nomades Nenets dans l'Arctique.

L'élection présente peu de suspense. Le dernier sondage de l'institut public VTsIOM donne à Vladimir Poutine 69% des intentions de vote. Le deuxième, le candidat du Parti communiste Pavel Groudine, est crédité de 7-8% et le troisième, l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, de 5-6%, les cinq autres candidats se contentant de scores négligeables.

"La concurrence n'est pas suffisante", insiste auprès de l'AFP Andreï Bouzine, coprésident du mouvement spécialisé dans la défense des droits des électeurs Golos, pour qui "tout le spectre politique russe n'est pas représenté".

Le grand absent de l'élection présidentielle est l'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, seul à même de mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre le pouvoir mais interdit de participation en raison d'une condamnation judiciaire qu'il dénonce comme mon-

tée de toutes pièces.

OBJECTIF PARTICIPATION • Assuré de la réélection de Vladimir Poutine, le Kremlin fait tout pour que la participation, seul véritable baromètre de cette élection, soit aussi forte que possible dimanche. Depuis le début de la campagne, les médias résumant l'objectif du Kremlin par la formule "70-70" : 70% de participation, 70% de votes pour Poutine. Pour cela, tous les moyens sont bons. Le journal indépendant Novaïa Gazeta cite des étudiants de plusieurs villes de Russie, forcés de s'inscrire sur les listes électorales sous peine de "problèmes aux examens ou même d'exclusion".

Dans d'autres villes, l'ouverture des bureaux de vote a été avancée pour permettre aux ouvriers de voter avant de prendre leur poste.

En février, le quotidien RBK, citant trois sources au sein de l'administration présidentielle, évoquait un projet gouvernemental particulièrement rodé pour inciter

fonctionnaires et ouvriers des grandes industries à voter. Selon les deux journaux, aucune consigne de vote n'est en revanche donnée.

"Cette campagne électorale est différente des précédentes, d'abord parce qu'il est clair que tout en haut, la décision d'éviter les fraudes a été prise", confirme Andreï Bouzine, qui dit ne pas s'attendre aux "fraudes massives vues en 2007 et 2011". Pas moins de 40 000 caméras de vidéo-surveillance seront déployées dans les bureaux de vote pour éviter les fraudes, souligne-t-il, précisant tout de même que si cette mesure concernera les gros bureaux, "on ne sait pas ce qui se passera dans les petits".

Presque 1 400 observateurs étrangers ont été accrédités, selon la commission électorale.

Malgré les efforts du Kremlin, les estimations de la participation restent pourtant en-deçà des attentes. Selon Stepan Gontcharov, du centre de sondage indépendant Levada, la participation devrait être "de 57-58% à 67-68%, c'est à dire équivalente à la dernière élection", tandis que VTsIOM la situe entre 63 et 67%.

Interviewé par la chaîne américaine NBC, Vladimir Poutine disait la semaine dernière ne pas vouloir modifier la Constitution pour s'accrocher au pouvoir. Ce quatrième mandat serait alors son dernier, beaucoup d'experts pensant que le président russe s'y consacrera notamment à désigner, et préparer, son successeur.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** L'ex-président Zuma poursuivi pour corruption



Photo : AFP

Le parquet général d'Afrique du Sud a annoncé hier la relance attendue des poursuites contre l'ancien président du pays Jacob Zuma dans une vieille affaire de corruption, un mois après sa démission sous la pression du parti au pouvoir.

• **Angola/Politique. Dos Santos : juste encore un an à la tête du MPLA**

L'ancien président angolais José Eduardo dos Santos a assuré hier qu'il quitterait dans un an au plus la direction du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), le parti au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975, sur fond de tensions avec le nouveau chef de l'Etat Joao Lourenço.

A travers le monde

• **France/Politique. Olivier Faure, prochain patron d'un PS en déroute**



Photo : AFP

Avec 49,75% des voix au premier tour (contre 25% à l'ancien ministre Stéphane Le Foll), Olivier Faure, un homme du consensus, est assuré de prendre la tête du parti Socialiste (PS) français, avec pour lourde tâche de redresser une formation laminée par la vague Emmanuel Macron.

• **Philippines/Justice. Manille et la CPI, c'est fini !**

Les Philippines ont officiellement notifié les Nations Unies de leur décision de se retirer de la Cour pénale internationale, qui se penche actuellement sur la politique meurtrière du président Rodrigo Duterte contre la drogue.

• **Syrie/Conflit. Près de 80 morts dans la Ghouta**

Près de 80 civils ont péri hier dans les frappes sur les zones rebelles assiégées de la Ghouta orientale, où les habitants continuent de fuir par centaines l'offensive dévastatrice du régime syrien et de son allié russe pour reconquérir totalement cette région.

Zimbabwe/Politique

Le ton monte entre Mnangagwa et Mugabe

AFP
Harare/Zimbabwe

LE nouveau président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a sèchement renvoyé hier dans les cordes son prédécesseur Robert Mugabe, qui avait déploré la veille avoir été contraint de lui céder la place en novembre à la suite d'un "coup d'Etat".

"La nation a tourné la page" Mugabe, a déclaré M. Mnangagwa dans un bref communiqué.

Très discret depuis sa chute, M. Mugabe est sorti jeudi soir du silence. Devant plusieurs télévisions étrangères, il a affirmé avoir été victime d'un putsch militaire et regretté que son successeur ait "trahi toute la nation".

"Je dis que c'était un coup d'Etat, (même si) certains



Photo : AFP

Le torchon brûle entre le président Emmerson Mnangagwa...

ont refusé de l'appeler un coup d'Etat", a déclaré d'une voix fatiguée M. Mugabe, 94 ans.

"Nous devons effacer cette honte", a-t-il ajouté, dénonçant le gouvernement "illégal" et "anticonstitutionnel" de son successeur.

Après trente-sept ans d'un pouvoir sans partage à la tête du Zimbabwe, Robert Mugabe a été contraint de

démissionner le 21 novembre 2017, lâché par l'armée, son parti au pouvoir, la Zanu-PF, et la rue.

Il a été remplacé quelques jours plus tard par Emmerson Mnangagwa, son ancien vice-président qu'il avait limogé peu de temps auparavant sur les conseils de son épouse Grace Mugabe, qui ne cachait plus son intention de succéder à son mari.



Photo : AFP

... et son prédécesseur Robert Mugabe.

M. Mnangagwa n'a pas tardé à réagir à la sortie de M. Mugabe.

"Il a le droit de s'exprimer librement comme n'importe quel citoyen", a-t-il jugé hier, rappelant perfidement que son gouvernement continuait à "lui verser ses allocations".

"Nous devons continuer à nous concentrer sur la préparation d'élections libres, honnêtes et crédibles en

2018", a poursuivi le nouveau maître du Zimbabwe en référence aux scrutins présidentiel, législatifs et locaux prévus cette année. "C'est une étape décisive de l'immense tâche qui nous incombe, c'est-à-dire de sortir notre population des années de grave régression économique et d'isolement international", a insisté M. Mnangagwa en référence au bilan de l'ère Mugabe.